# René Leyvraz, « Neutrons et neutralité », *Le Courrier* (25 juin 1953)

|  |
| --- |
| [fr] Publié dans *Le Courrier*, quotidien de sensibilité démocrate-chrétienne, cet article du 25 juin 1953 est signé par René Leyvraz, écrivain et journaliste engagé. Il exprime une opposition nuancée à l’établissement du CERN en Suisse, fondée sur la défense de la neutralité helvétique. S’il rejette l’initiative communiste qu’il juge mal conçue, Leyvraz met en garde contre les risques géopolitiques d’un centre international de recherche contrôlé de fait par les puissances occidentales. Il estime que, malgré les intentions pacifiques affichées, toute découverte nucléaire reste ambivalente. Plaidant pour une décision différée au niveau fédéral, il appelle à voter *non* à l’initiative, sans pour autant valider le projet du CERN. |
| [de] Veröffentlicht in *Le Courrier*, einer christlich-demokratisch geprägten Tageszeitung, ist dieser Artikel vom 25. Juni 1953 von René Leyvraz, einem engagierten Autor und Journalisten, verfasst. Er spricht sich differenziert gegen die Errichtung des CERN in der Schweiz aus und betont die Gefährdung der schweizerischen Neutralität. Zwar lehnt er die kommunistische Initiative als ungeschickt und potenziell kontraproduktiv ab, warnt jedoch zugleich vor den politischen Folgen eines internationalen Forschungszentrums, das de facto von westlichen Mächten kontrolliert werde. Er plädiert für eine spätere Entscheidung auf Bundesebene und ruft dazu auf, *nein* zur Initiative zu stimmen – ohne damit das CERN-Projekt zu unterstützen. |
| [it] Pubblicato su *Le Courrier*, quotidiano di orientamento democratico-cristiano, questo articolo del 25 giugno 1953 è firmato da René Leyvraz, scrittore e giornalista impegnato. Leyvraz esprime una posizione critica verso l’installazione del CERN in Svizzera, basata sulla difesa della neutralità nazionale. Pur respingendo l’iniziativa comunista, da lui giudicata mal formulata, mette in guardia contro le conseguenze politiche di un centro di ricerca nucleare internazionale, controllato di fatto da potenze occidentali. Invita a votare *no* all’iniziativa, ritenendo che la decisione definitiva debba spettare alle autorità federali, quando saranno disponibili tutte le informazioni necessarie. |
| [en] Published in *Le Courrier*, a Christian-democratic daily, this 25 June 1953 article is written by René Leyvraz, a committed writer and journalist. Leyvraz offers a carefully reasoned opposition to the establishment of CERN in Switzerland, based on a firm defense of Swiss neutrality. While rejecting the communist initiative — which he considers poorly designed — he warns of the political consequences of hosting an international research center effectively controlled by Western powers. Arguing that nuclear discoveries are inherently dual-use, he advocates postponing the decision to the federal level and urges a *no* vote in the cantonal referendum without endorsing the CERN project itself. |

Je ne sais qui a dit plaisamment, à propos de la prochaine votation genevoise, que « les neutrons menaçaient notre neutralité »… Le jeu de mots est joli, mais la réalité est très grave. *De fait*, aujourd’hui, les *neutrons* (je veux dire l’énergie atomique) ne sont pas neutres ; ils font l’objet de terribles compétitions internationales dont l’affaire Rosenberg n’est qu’un symptôme entre bien d’autres. Certes, l’énergie atomique est susceptible de larges applications pacifiques, propices au progrès humain. Mais pour le moment, ce sont ses applications militaires qui l’emportent, et de très loin, et il n’est pas au pouvoir de la seule petite Suisse de changer cet état de choses en se « mettant dans le bain ».

Je parle ici en simple citoyen, sans engager personne. Et je voudrais dire d’abord que j’approuve entièrement les conclusions de l’article qu’Edmond Ganter a publié hier dans nos colonnes, et dont nous avions longuement débattu le thème entre nous. Nous n’avons ici qu’un but : faire en sorte que la vérité se dégage aussi clairement que possible, hors de la mêlée des passions et des intérêts.

Personnellement, je suis l’adversaire résolu de l’établissement d’un Centre international nucléaire en Suisse.

Je précise : d’un Centre international nucléaire contrôlé, DE FAIT, par un groupe de puissances et jouissant de l’immunité diplomatique. On répondra que ce Centre serait ouvert à toutes les puissances, mais chacun sait qu’EN FAIT il serait l’affaire d’un groupe, d’un « bloc » — et nous n’y pouvons rien changer. Un pays engagé dans le Pacte atlantique peut et doit passer outre à ces considérations. Un pays neutre ne le peut pas sans mettre en question sa neutralité. On est dans la neutralité ou l’on est en dehors : il n’y a pas de milieu, de moyen terme, de compromis possibles. Or nous avons décidé de rester dedans. Nous le proclamons sans cesse à la face du monde. Il faut endosser toutes les exigences, accepter tous les sacrifices que ce statut comporte. Ou bien il faut en sortir. Mais le peuple suisse a décidé d’y rester, et c’est la volonté du peuple qui fait loi en démocratie.

— *Mais notre neutralité n’est pas en cause, puisque tous les travaux du Centre seront PUBLIÉS et que, d’ailleurs, ses recherches seront orientées vers des objectifs essentiellement pacifiques*.

Toutes les découvertes de la physique atomique sont ambivalentes, c’est-à-dire susceptibles d’applications pacifiques ou d’applications militaires. Si les savants qui travaillent à Meyrin (ou ailleurs en Suisse) font une découverte qui peut avoir de graves conséquences militaires, qui donc est assez simple pour croire que le groupe de puissances qui, DE FAIT, contrôlerait le Centre, la laisserait publier pour que ses adversaires en puissent tirer parti ?… C’est une impossibilité, et de manière ou d’autre, le secret serait jalousement gardé. Le raisonnement que nous faisons là, peut-on penser que l’autre groupe de puissances ne le fait pas ? Voyons ! De toute manière, ce Centre établi en Suisse, ouvert ou fermé, serait l’un des *premiers objectifs des bombardiers de ce groupe*. On nous dira qu’il est bien d’autres objectifs qui peuvent les tenter. Ce n’est pas une raison pour en établir un qui, tout particulièrement et de manière élective, attirerait la foudre sur notre pays.

Notre confrère Olivier Reverdin range les adversaires du Centre parmi les gens de *nature craintive et pessimiste*, tandis que les partisans seraient *optimistes et confiants*.

Je ne conteste pas que la crainte joue un rôle chez les adversaires. Mais d’abord, nous venons de le voir, elle est sérieusement motivée. En outre, chez ceux que j’ai pu toucher et chez moi-même, ce n’est pas la crainte qui domine : c’est le souci de notre neutralité, et c’est cette profonde tradition helvétique résumée dans la parole de Nicolas de Flue : « Ne vous mêlez pas aux querelles des grands »… Je pense que ce sera là le réflexe et la réponse du peuple suisse quand la question lui sera soumise.

Chacun sait qu’un petit pays neutre, surtout quand il est placé au cœur même de l’Europe, est l’objet de formidables pressions dans l’état de « guerre froide » universelle où nous nous trouvons. Pour n’être pas de nature impérative ou comminatoire, ces pressions ne s’en exercent pas moins de manière continue, par mille voies ouvertes ou occultes, et mettent nos autorités fédérales dans une situation constamment délicate, épineuse. On ne peut guère imaginer les difficultés auxquelles elles doivent faire face jour après jour. Je ne chercherai pas à supputer le vœu profond des hautes autorités du pays dans cette affaire du Centre nucléaire. Ce dont j’ai la certitude, c’est que l’établissement de ce Centre en Suisse aggraverait leurs difficultés en compromettant — quoi que nous fassions et quoi que nous disions — notre neutralité. C’est le début d’un glissement que nous ne serons sans doute plus maîtres de freiner.

⁂

Ceci dit, je dois approuver entièrement les conclusions d’Edmond Ganter, et, sous ce rapport, celles de M. Olivier Reverdin.

L’initiative communiste est absurde, elle est proprement invotable.

Je sais les communistes parfaitement capables de l’avoir voulue *insidieuse*, comme le dit M. Reverdin. Mais je ne crois même pas que ce soit le cas. Je pense qu’elle a été simplement mal pensée, mal rédigée, mal fichue pour tout dire. En tout état de cause, elle conduit beaucoup plus loin qu’au refus du Centre nucléaire de Meyrin. Elle aurait des conséquences stupides et même désastreuses, auxquelles il serait très difficile de parer.

Je pense donc que cette initiative doit être repoussée et qu’il faut voter NON. Comme le dit M. Reverdin, ce débat cantonal est à la fois paradoxal et prématuré :

*Paradoxal, parce qu’il s’agit d’une question fédérale. Elle intéresse le pays entier. Prématuré, parce que la question sera débattue au Conseil fédéral, puis devant les Chambres fédérales, et, en cas de référendum, devant le peuple suisse au moment où il s’agira de ratifier la Convention portant création du Laboratoire. Les termes de cette convention ne sont pas encore définitivement arrêtés. Il est certain que s’ils devaient comporter des risques, ou même simplement des inconvénients réels pour la neutralité suisse, le Conseil fédéral et les Chambres refuseraient leur accord.*

*Repousser l’initiative communiste ne signifie donc pas nécessairement approuver l’établissement du Laboratoire en Suisse. C’est simplement remettre la décision définitive à qui elle appartient : le peuple suisse et ses autorités. C’est permettre qu’elle soit prise en temps opportun, quand on pourra disposer de toutes les données voulues.*

Voilà pourquoi je pense que les adversaires de l’établissement d’un Centre nucléaire international dans notre pays — contrôlé de fait par un groupe de puissances — peuvent et doivent voter sans hésitation contre l’initiative communiste samedi et dimanche.